

NUMÉRO DE LA DÉCISION : 2013 QCCTQ 1382
DATE DE LA DÉCISION : 20130524
NUMÉRO DE LA DEMANDE : 144771
OBJET DE LA DEMANDE : Autorisation de céder ou aliéner les
véhicules lourds
MEMBRE DE LA COMMISSION : Jean-Yves Reid

9137-7317 Québec inc.

Demanderesse

DÉCISION

LES FAITS

[1] 9137-7317 Québec inc. demande à la Commission des transports du Québec (la Commission) la permission de céder trois véhicules lourds.

[2] 9137-7317 Québec inc. s'est vue dans l'obligation d'introduire la présente demande, car son dossier fait l'objet d'une vérification de comportement qui porte le numéro de demande 35496. En conséquence, un code de blocage a été inscrit au dossier en date du 4 octobre 2012.

LE DROIT

[3] L'autorisation demandée est requise en vertu de l'article 33 de la *Loi concernant les propriétaires, les exploitants et les conducteurs de véhicules lourds*¹ (la Loi), lequel se lit comme suit

« 33. Une personne inscrite à qui la Commission attribue une cote de sécurité « insatisfaisant » ou une cote de sécurité « conditionnel » ne peut céder ou autrement aliéner les véhicules lourds immatriculés à son nom sans le consentement de la Commission qui doit le lui refuser lorsqu'elle estime que la

¹ L.R.Q. c. P-30.3.

cession ou l'aliénation aurait pour objet de contrer l'application de la mesure administrative imposée.

Le premier alinéa s'applique, compte tenu des adaptations nécessaires, à tout propriétaire ou exploitant de véhicules lourds qui fait l'objet d'une enquête de la Commission visant à déterminer s'il tente de se soustraire à l'application de la présente loi. Il s'applique également à tout propriétaire ou exploitant de véhicules lourds dont la Commission est saisie du dossier en vue de l'imposition d'une mesure administrative et ce, soit à compter de la transmission à la Commission du dossier constitué par la Société conformément à l'article 22, soit à compter de la transmission par la Commission du préavis visé à l'article 37 dans les autres cas. »

ANALYSE

[4] Il ressort particulièrement du libellé de cet article que la Commission doit s'assurer du fait que la cession ou l'aliénation des véhicules n'a pas pour objet de contrer l'application d'une mesure administrative imposée ou de se soustraire à l'application de la *Loi*.

[5] Pour exercer correctement sa compétence en vertu de l'article précité, la Commission doit être informée du nom et de toutes les coordonnées nécessaires pour identifier l'éventuel acquéreur ainsi que du type d'activité auquel il se consacre.

[6] Au dossier, il appert que 9137-7317 Québec inc. a l'intention de céder trois véhicules lourds en faveur de Les encans Ritchie Bros, Canada Ltée. Cette entreprise œuvre dans le domaine de vente aux enchères industrielle.

[7] Les encans Ritchie Bros, Canada Ltée est inscrite au Registre des propriétaires et des exploitants de véhicules lourds de la Commission sous le numéro R-531432-4 et sa cote est «satisfaisant». Elle n'a aucun lien avec 9137-7317 Québec inc.

[8] Les trois véhicules lourds ont le statut de «remisé» au dossier de la Société de l'assurance automobile du Québec.

[9] La preuve démontre que la cession des véhicules ne vise pas à contrer l'effet de l'article 33 de la *Loi*. La Commission estime qu'elle peut donc accorder l'autorisation demandée.

PAR CES MOTIFS, la Commission des transports du Québec:

ACCUEILLE la demande;

AUTORISE le transfert des véhicules ci-après identifié, en faveur de Les encans Ritchie Bros, Canada ltée:

Marque : GREAT
Année : 2000
Numéro de série : 1GRAA0621YB078206

Marque : MONDI
Année : 1999
Numéro de série : 2MN123147X0091045

Marque : MONDI
Année : 1999
Numéro de série : 2MN123142X0091020

Jean-Yves Reid, CPA, CA
Membre de la Commission